

# Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Montréal-Est

Code géographique : 66007

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

## **Section I - États financiers**

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Carole Michelin, CPA, CGA, OMA, atteste la véracité du rapport financier

de Montréal-Est pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.  
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2016-04-20

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
<b>Renseignements non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

## **Section I - États financiers**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil municipal de  
Ville de Montréal-Est

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Montréal-Est, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Montréal-Est au 31 décembre 2015 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Montréal-Est inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16-1, 16-2 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Montréal  
Le 20 avril 2016

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A111208

DATE 2016-04-20

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	34 603 647	35 534 050			35 534 050	33 980 751
Compensations tenant lieu de taxes	2	47 177	85 901			85 901	89 938
Quotes-parts	3						
Transferts	4	50 000	124 144			124 144	131 876
Services rendus	5	5 600	56 480			56 480	135 328
Imposition de droits	6	1 140 650	316 964			316 964	1 298 513
Amendes et pénalités	7	260 400	241 965			241 965	287 508
Intérêts	8	150 537	431 526			431 526	382 766
Autres revenus	9	512 689	464 661			464 661	497 784
	10	36 770 700	37 255 691			37 255 691	36 804 464
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		909 886			909 886	
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		909 886			909 886	
	18	36 770 700	38 165 577			38 165 577	36 804 464
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	20 052 003	19 197 748	419 970		19 617 718	19 209 041
Sécurité publique	20	255 915	234 245			234 245	221 979
Transport	21	6 706 364	5 578 290	1 473 307		7 051 597	6 256 898
Hygiène du milieu	22	2 958 332	3 135 380	537 162		3 672 542	3 220 794
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	583 876	434 170			434 170	463 344
Loisirs et culture	25	2 400 183	2 039 927	407 211		2 447 138	2 407 816
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	1 434 715	953 667			953 667	891 955
Amortissement des immobilisations	28	2 666 000	2 837 650	( 2 837 650 )			
	29	37 057 388	34 411 077			34 411 077	32 671 827
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	(286 688)	3 754 500			3 754 500	4 132 637

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(286 688)	3 754 500	4 132 637
Moins: revenus d'investissement	2	( )	( 909 886 )	( )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(286 688)	2 844 614	4 132 637
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	2 666 000	2 837 650	2 725 808
Produit de cession	5		47 333	3 441
(Gain) perte sur cession	6		84 074	(3 441)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	2 666 000	2 969 057	2 725 808
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	( 1 890 000 )	( 1 890 000 )	( 1 886 000 )
	18	(1 890 000)	(1 890 000)	(1 886 000)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19	( 1 855 500 )	( 235 976 )	( 429 189 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 779 300		(369 267)
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(350 592)	(100 592)	(63 374)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(62 520)	197 480	(62 520)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(489 312)	(139 088)	(924 350)
	26	286 688	939 969	(84 542)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		3 784 583	4 048 095

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1		909 886	
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Acquisition				
Administration générale	2	( )	( 155 414 )	( 32 578 )
Sécurité publique	3	( )	( )	( )
Transport	4	( 1 265 000 )	( 2 628 368 )	( 3 217 503 )
Hygiène du milieu	5	( )	( )	( )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	( 590 500 )	( 836 908 )	( 881 630 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )
	10	( 1 855 500 )	( 3 620 690 )	( 4 131 711 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	11	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement 13				
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	14	1 855 500	235 976	429 189
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		1 563 111	833 173
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		327 125	777 857
	18	1 855 500	2 126 212	2 040 219
	19		(1 494 478)	(2 091 492)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20		(584 592)	(2 091 492)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Rémunération</b>	1	5 782 893	5 568 277	5 064 517
<b>Charges sociales</b>	2	1 497 069	1 388 637	1 329 912
<b>Biens et services</b>	3	7 631 784	5 765 356	4 831 334
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 072 563	620 818	721 488
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	362 152	332 849	170 467
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	17 989 927	17 863 831	17 792 345
Autres	10			
Autres organismes	11			
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	2 666 000	2 837 650	2 725 808
<b>Autres</b>				
- Réclamations en dommages	13	55 000	19 160	23 348
- Créances douteuses	14		14 499	12 608
-	15			
	16	37 057 388	34 411 077	32 671 827

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	34 603 647	35 534 050	33 980 751
Compensations tenant lieu de taxes	2	47 177	85 901	89 938
Quotes-parts	3			
Transferts	4	50 000	1 034 030	131 876
Services rendus	5	5 600	56 480	135 328
Imposition de droits	6	1 140 650	316 964	1 298 513
Amendes et pénalités	7	260 400	241 965	287 508
Intérêts	8	150 537	431 526	382 766
Autres revenus	9	512 689	464 661	497 784
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	36 770 700	38 165 577	36 804 464
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	22 797 797	19 617 718	19 209 041
Sécurité publique	13	205 528	234 245	221 979
Transport	14	7 864 169	7 051 597	6 256 898
Hygiène du milieu	15	1 591 081	3 672 542	3 220 794
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	442 986	434 170	463 344
Loisirs et culture	18	2 721 112	2 447 138	2 407 816
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	1 434 715	953 667	891 955
	21	37 057 388	34 411 077	32 671 827
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	(286 688)	3 754 500	4 132 637
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		53 940 333	48 897 402
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(5 012 898)	(4 102 604)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		48 927 435	44 794 798
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		52 681 935	48 927 435

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(286 688)	3 754 500	4 132 637
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 855 500 ) (	3 620 690 ) (	4 131 711 )
Produit de cession	3		47 333	3 441
Amortissement	4	2 666 000	2 837 650	2 725 808
(Gain) perte sur cession	5		84 074	(3 441)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	810 500	(651 633)	(1 405 903)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(46 496)	(324 554)
Variation des autres actifs non financiers	10		(2 420)	178 916
	11		(48 916)	(145 638)
	12	523 812	3 053 951	2 581 096
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	523 812	3 053 951	2 581 096
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		3 550 052	5 071 560
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			(4 102 604)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		3 550 052	968 956
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		6 604 003	3 550 052

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Encaisse	1 2 579 122	3 056 124
Placements temporaires	2 24 635 127	23 165 412
Débiteurs (note 5)	3 5 146 186	3 612 750
Prêts (note 6)	4	
Placements de portefeuille (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 32 360 435	29 834 286
<b>PASSIFS</b>		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 5 466 133	4 836 302
Revenus reportés (note 12)	13 5 925 625	5 051 295
Dette à long terme (note 13)	14 14 347 774	16 204 237
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15 16 900	192 400
	16 25 756 432	26 284 234
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17 6 604 003	3 550 052
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations (note 15)	18 45 704 396	45 052 763
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	
Stocks de fournitures	20 371 050	324 554
Autres actifs non financiers (note 17)	21 2 486	66
	22 46 077 932	45 377 383
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23 52 681 935	48 927 435

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 754 500	4 132 637
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 837 650	2 725 808
Autres			
- perte (gain) sur cession	3	84 074	(3 441)
-	4		
	5	6 676 224	6 855 004
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 533 436)	661 693
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	629 831	1 068 289
Revenus reportés	9	874 330	885 909
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(175 500)	21 600
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(46 496)	(324 554)
Autres actifs non financiers	13	(2 420)	178 916
	14	6 422 533	9 346 857
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 3 620 690 )	( 4 131 711 )
Produit de cession	16	47 333	3 441
	17	(3 573 357)	(4 128 270)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22	(1 469 715)	(3 897 975)
	23	(1 469 715)	(3 897 975)
<b>Activités de financement (note 23)</b>			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25	( 1 890 000 )	( 1 886 000 )
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	33 537	(30 337)
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(1 856 463)	(1 916 337)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	31	(477 002)	(595 725)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	32	3 056 124	3 651 849
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	33	2 579 122	3 056 124

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Montréal-Est est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14) de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret #1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'Agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'Agglomération de Montréal.

### 2. Principales méthodes comptables

#### Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

#### A) Périmètre comptable et partenariat

##### Agglomération de Montréal

La contribution à cette instance a été de 17 725 279 \$ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015.

#### B) Comptabilité d'exercice

##### Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

##### Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution via le budget.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la réception des certificats de l'évaluation.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de la réception de l'information fournie par la Ville de Montréal relativement à l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

### **C) Actifs financiers**

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

#### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

#### **Placements**

Les placements temporaires sont constitués de dépôts à terme.

### **D) Passifs**

#### **Passif au titre des sites contaminés**

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

### **E) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

#### **Stocks**

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

#### **Immobilisations**

#### **Amortissement**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, équipement et outillage	5 à 20 ans

**Réduction de valeur**

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**F) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, un transfert est constaté au poste passif Revenus reportés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

### G) Avantages sociaux futurs

#### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme le programme d'allocation de retraite, la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, pour le régime capitalisé, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, pour le régime capitalisé, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs pour le volet courant et répartition des prestations au prorata des services pour le volet antérieur, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : valeur liée au marché sur 3 ans

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

pour fins de taxation.

**La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c.15) (ci-après la « Loi »). La loi vise la reconstruction des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés au régime. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultérieurement par un arbitre.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015.

**Application de la Loi au régime de la Ville**

La municipalité participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi qui fait l'objet du processus de négociations depuis février 2015. Au 31 décembre 2015, les négociations ne sont pas achevées.

Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015. Ce partage dépend notamment d'une décision future de la municipalité et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015. À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune décision n'a été prise à cet égard.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par la Ville:

**Avantages sociaux futurs :**

Passif constaté initialement au 1er janvier 2007 pour les régimes non capitalisés : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- Frais d'assainissement des sites contaminés : Amortissement sur une période de 10 ans à compter de 2016.

**I) Instruments financiers**

s. o.

**J) Autres éléments****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée de l'émission au prorata des mois écoulés.

**Provision pour contestations d'évaluation**

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, qui peuvent résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

**Opinion des auditeurs**

L'opinion des auditeurs ne porte pas sur les données budgétaires.

**3. Modification de méthodes comptables**

Au cours de l'exercice, la municipalité a modifié rétrospectivement sa méthode de comptabilisation de certains fonds réservés. Antérieurement, conformément aux directives du Manuel de présentation de l'information financière municipal, les sommes accumulées afférentes aux divers fonds et programmes suivants étaient constatées à titre de fonds réservés :

- Fonds parcs, terrains de jeux ou espaces naturels;
- Fonds local - réfection et entretien des voies publiques;

Cette méthode de comptabilisation n'était pas conforme aux Normes comptables canadiennes

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

pour le secteur public, lesquelles prévoient que ces sommes doivent être constatées à titre de revenus reportés. Cette modification comptable a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, les ajustements suivants :

	Augmentation (diminution)
État de la situation financière	
Revenus reportés	5 012 898 \$
Dette nette et excédent accumulé	(5 012 898 \$)
État des résultats	
Excédent de l'exercice	(910 294 \$)
Excédent accumulé au début de l'exercice	(4 102 604 \$)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	(5 012 898 \$)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 444 559	585 855
Placements temporaires	10 862 583	10 739 739
Placements de portefeuille	3	

**Note**

Les placements temporaires sont constitués de dépôts à terme à taux d'intérêts de 1.05 %

<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	2 579 081	1 350 293
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 316 191	1 353 178
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	801 021	215 142
Organismes municipaux	8	16 102	2 969
Autres			
- Autres comptes à recevoir	9	433 791	691 168
-	10		
	11	5 146 186	3 612 750

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	130 263	120 285
---	----	---------	---------

**Note**

<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		

**Note**

<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	436 800	360 800
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( 453 700 )	( 553 200 )
	27	<u>(16 900)</u>	<u>(192 400)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	796 800	706 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	(54 500)	13 800
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	63 289	61 356
	33	<u>805 589</u>	<u>781 156</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

**Note**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 4 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel de 2.7 % (3 % en 2014) renouvelable en 2021, laquelle n'a jamais été utilisée.

**10. Emprunts temporaires****11. Crédoeurs et charges à payer**

Fournisseurs	37	1 353 809	2 049 191
Salaires et avantages sociaux	38	1 239 932	873 761
Dépôts et retenues de garantie	39	261 863	662 898
Provision pour contestations d'évaluation	40	1 766 519	625 575
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42	260 000	
Autres			
- Intérêt couru DALT	43	77 278	86 415
- Gouvernement / ses entreprises	44	236 528	215 165
- Provision	45	270 204	323 297
-	46		
-	47		
	48	<u>5 466 133</u>	<u>4 836 302</u>

**Note**

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 1 766 519 \$ est inscrite au bilan pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50		
Autres			
- Rég. retraite élus municipaux	51		23 397
- Voir liste dans les notes	52	5 925 625	5 027 898
	53	5 925 625	5 051 295

**Note**

Promoteur pour les parcs = 15 000 \$, (15 000 \$)

Parcs et terrains de jeux = 87 176 \$, (87 176 \$)

Réfection et entretien de voies de circulation = 5 823 449 \$ (4 925 722 \$)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	4,80	2016	2019	54	14 390 000	16 280 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	14 390 000	16 280 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	( 42 226 )	( 75 763 )
					64	14 347 774	16 204 237

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2015</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>		
2016	65	73	9 690 000	81	90	9 690 000
2017	66	74	543 000	82	91	543 000
2018	67	75	559 000	83	92	559 000
2019	68	76	3 598 000	84	93	3 598 000
2020	69	77		85	94	102
2021 et +	70	78		86	95	103
	71	79	14 390 000	87	96	14 390 000
Intérêts et frais accessoires				88	105	
	72	80	14 390 000	89	97	14 390 000

**Note**  
Les versements estimatifs des obligations et billets incluent des montants de refinancement de l'ordre de 7 723 000\$ et de 3 024 000\$ pour les années 2016 et 2019 respectivement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	6 604 003
Tiers		3 550 052
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	6 604 003
		3 550 052
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	111	2 242 293	139		166		193	2 242 293
Eaux usées	112	19 244 210	140		167		194	19 244 210
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	32 285 713	141	412 619	168		195	32 698 332
Autres	114	7 597 691	142	356 433	169		196	7 954 124
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	19 378 067	144		171		198	19 378 067
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	4 742 695	146	325 096	173	610 533	200	4 457 258
Ameublement et équipement de bureau	119	1 185 797	147		174		201	1 185 797
Machinerie, outillage et équipement divers	120	1 234 869	148	45 109	175		202	1 279 978
Terrains	121	450 289	149		176		203	450 289
Autres	122	51 248	150		177		204	51 248
	123	<u>88 412 872</u>	151	<u>1 139 257</u>	178	<u>610 533</u>	205	<u>88 941 596</u>
Immobilisations en cours	124	<u>3 134 110</u>	152	<u>2 481 433</u>	179		206	<u>5 615 543</u>
	125	<u>91 546 982</u>	153	<u>3 620 690</u>	180	<u>610 533</u>	207	<u>94 557 139</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	126	1 660 051	154	56 057	181		208	1 716 108
Eaux usées	127	9 473 483	155	481 105	182		209	9 954 588
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	14 198 984	156	1 099 785	183		210	15 298 769
Autres	129	3 573 871	157	352 256	184		211	3 926 127
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	12 707 917	159	435 380	186		213	13 143 297
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	3 007 047	161	245 382	188	479 126	215	2 773 303
Ameublement et équipement de bureau	134	989 953	162	78 042	189		216	1 067 995
Machinerie, outillage et équipement divers	135	831 665	163	89 643	190		217	921 308
Autres	136	51 248	164		191		218	51 248
	137	<u>46 494 219</u>	165	<u>2 837 650</u>	192	<u>479 126</u>	219	<u>48 852 743</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	138	<u>45 052 763</u>					220	<u>45 704 396</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	
<b>Note</b>		
<b>17. Autres actifs non financiers</b>		
Frais payés d'avance	237	2 486
Frais reportés		66
-	238	
-	239	
	240	2 486
		66
<b>Note</b>		
<b>18. Obligations contractuelles</b>		
La Ville s'est engagée, d'après divers contrats de gestion d'équipements, de déneigement, d'enlèvement des ordures, d'assurances collectives et autres, échéant à différentes dates au plus tard en 2018. Les engagements totalisent 1 643 446 \$. Les paiements exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 1 376 254 \$ en 2016, 228 147 \$ en 2017, 39 045 \$ en 2018.		
Les projets d'investissement en cours représentent des engagements de l'ordre de 1 512 984 \$, qui devraient être réalisés au cours de l'année 2016.		
<b>19. Éventualités</b>		
<b>a) Cautionnement et garantie</b>		
s. o.		
<b>b) Auto-assurance</b>		
s. o.		
<b>c) Poursuites</b>		
s. o.		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

---

**d) Autres**

Dans le cours de ses activités, la Ville peut faire l'objet de griefs par ses employés. Au 31 décembre 2015, une provision jugée raisonnable relativement à ces griefs est inscrite aux livres de la Ville.

**e) Événements subséquents**

S. O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**21. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

**22. Instruments financiers**

S.O.

**23. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015		2014
Encaisse	241	2 579 122		3 056 124
Découvert bancaire	242	( )	( )	( )
Placements temporaires	243	24 635 127		23 165 412
<i>Ajouter</i>				
-	244			
-	245			
-	246			
-	247			
<i>Déduire</i>				
- Placement de + de trois mois	248	( 24 635 127 )	( 23 165 412 )	( )
-	249	( )	( )	( )
-	250	( )	( )	( )
-	251	( )	( )	( )
-	252	( )	( )	( )
-	253	( )	( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	254	2 579 122		3 056 124

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**24. Fonds local d'investissement**

	2015	2014
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
<b>Charges</b>		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	265	

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	( )	( )
	271		
	272		
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dettes à long terme	275		
	276		
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	277		

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**25. Fonds local de solidarité****2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>292</b>
---	------------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	( )	( )
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**25 Fonds de roulement**

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 7 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

---

**26** La Ville comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle en aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés.

Au 31 décembre 2015, un montant de 260 000 \$ est comptabilisé à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés.

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	17 369 575	15 248 103
Excédent de fonctionnement affecté	2	7 347 804	7 247 804
Réserves financières et fonds réservés	3	5 655 966	5 882 499
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	322 520 ) (	125 040 )
Financement des investissements en cours	5	(9 863 808)	(9 279 216)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	32 494 918	29 953 285
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	-	-
	8	52 681 935	48 927 435
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	17 369 575	15 248 103
Organismes contrôlés	10	-	-
	11	17 369 575	15 248 103
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Auto assurance des cadres	12	200 000	200 000
- Neige	13	500 000	500 000
- Contestation de taxes	14	2 500 000	2 500 000
- Régime de retraite	15	723 000	723 000
- Développement économique	16	500 000	500 000
- Dette à long terme	17	500 000	500 000
- Projets spéciaux	18	2 000 000	2 000 000
- Stocks	19	324 804	324 804
- Agglo - Volet grandes villes	20	100 000	-
	21	7 347 804	7 247 804
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22	-	-
-	23	-	-
-	24	-	-
	25	-	-
	26	7 347 804	7 247 804
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières			
-	27	-	-
-	28	-	-
-	29	-	-
-	30	-	-
-	31	-	-
	32	-	-
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	5 648 466	5 874 999
Fonds parcs et terrains de jeux	34	-	-
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	-	-
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	-	-
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	-	-
Financement des activités de fonctionnement	38	-	-
Fonds local d'investissement	39	-	-
Fonds local de solidarité	40	-	-
Autres			
- Fonds de stationnement	41	7 500	7 500
-	42	-	-
-	43	-	-
-	44	-	-
	45	5 655 966	5 882 499
	46	5 655 966	5 882 499

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	48 ( ) ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	50 ( 62 520 ) ( )	( 125 040 )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( ) ( )	( )
Autres	52 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	53 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 ( ) ( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 ( 260 000 ) ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	57 ( ) ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ( ) ( )	( )
Autres		
-	59 ( ) ( )	( )
-	60 ( ) ( )	( )
	61 ( 322 520 ) ( )	( 125 040 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 ( ) ( )	( )
Autre financement	63 ( ) ( )	( )
	64 ( 322 520 ) ( )	( 125 040 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	65 142 185	142 185
Investissements à financer	66 ( 10 005 993 ) ( )	( 9 421 401 )
	67 ( 9 863 808 )	( 9 279 216 )
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 45 704 396	45 052 763
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 45 704 396	45 052 763
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 14 347 774	16 204 237
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 42 226	75 763
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 ( ) ( )	( )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 ( ) ( )	( )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 ( ) ( )	( )
	79 14 390 000	16 280 000
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 ( 1 180 522 )	( 1 180 522 )
	81 13 209 478	15 099 478
	82 32 494 918	29 953 285

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>          </u>	3 <u>1</u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 360 800	419 500
Charge de l'exercice	5 ( 796 800 )	( 706 000 )
Cotisations versées par l'employeur	6 872 800	647 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>436 800</u>	<u>360 800</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 26 297 000	25 302 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( <u>26 299 900</u> )	( <u>26 669 300</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 ( 2 900 )	( 1 366 800 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>439 700</u>	<u>1 727 600</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 436 800	360 800
Provision pour moins-value	13 ( <u>          </u> )	( <u>          </u> )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>436 800</u>	<u>360 800</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 26 297 000	25 302 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( <u>26 299 900</u> )	( <u>26 669 300</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( <u>2 900</u> )	( <u>1 366 800</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 672 800	635 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>          </u>	<u>(390 100)</u>
	21 672 800	245 200
Cotisations salariales des employés	22 ( 257 900 )	( 262 800 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( <u>          </u> )	( <u>          </u> )
	24 414 900	(17 600)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 207 300	167 800
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 <u>          </u>	<u>390 100</u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 <u>          </u>	<u>          </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 <u>          </u>	<u>          </u>
Variation de la provision pour moins-value	29 <u>          </u>	<u>          </u>
Autres	30 <u>          </u>	<u>          </u>
-	31 <u>          </u>	<u>          </u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>622 200</u>	<u>540 300</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 1 495 000	1 481 500
Rendement espéré des actifs	34 ( <u>1 320 400</u> )	( <u>1 315 800</u> )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>174 600</u>	<u>165 700</u>
Charge de l'exercice	36 <u>796 800</u>	<u>706 000</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 2 542 800	2 298 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 1 320 400 )	( 1 315 800 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 1 222 400	982 200
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (141 800)	(1 377 200)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 2 679 000	1 761 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 27 072 100	26 976 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44 61 000	57 400
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 57 600	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 10	10
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,75 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,75 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 <u>1</u>	57 <u>1</u>	58 <u>0</u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2015	2014
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	59 ( 553 200 )	( 590 300 )
Charge de l'exercice	60 ( 54 500 )	( 13 800 )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 45 000	50 900
Passif à la fin de l'exercice	62 ( 453 700 )	( 553 200 )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ( 464 200 )	( 566 000 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 10 500	12 800
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ( 453 700 )	( 553 200 )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 2 500	4 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67 11 600	
	68 14 100	4 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ( 11 700 )	( 17 200 )
	70 2 400	(13 200)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 16 900	3 300
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72 (500)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73 (93 800)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres		
-	75	
-	76	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 (75 000)	(9 900)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 20 500	23 700
Charge de l'exercice	79 (54 500)	13 800
<b>Informations complémentaires</b>		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 (14 100)	(36 400)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 9	8
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 3,50 %	3,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 4,85 %	4,93 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 5,00 %	5,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 3,50 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87 2034	2034
Autres hypothèses économiques		
- Taux croiss du cout soin santé	88 3	3
-	89	

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	2015	2014
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	91 _____	_____



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 93		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94  Oui  
 95  Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<b>2015</b>	<b>2014</b>
	7	7

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice, telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 97	10 971	10 971
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 98	39 892	36 971
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	23 397	24 385
100	63 289	61 356

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	14 390 000
---------------------	---	------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	10 005 993
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	24 395 993
---	----	------------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

Endettement net à long terme	16	24 395 993
------------------------------	----	------------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

---

Endettement total net à long terme	20	24 395 993
------------------------------------	----	------------

---

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	17 350 000
---	----	------------

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	41 745 993
---	----	------------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

---

---

## **RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	33 558 112	34 324 690	32 852 562
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8		4 645	
	9	33 558 112	34 329 335	32 852 562
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	700 000	859 164	746 510
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	345 535	345 551	381 679
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 045 535	1 204 715	1 128 189
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative				
Autres	22			
	23			
	24			
	25	1 045 535	1 204 715	1 128 189
	26	34 603 647	35 534 050	33 980 751

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 29 295		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
	29 295		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 17 882	26 576	32 936
	35 17 882	26 576	32 936
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 47 177	26 576	32 936
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	41	59 325	57 002
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	59 325	57 002
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 47 177	85 901	89 938

**ANALYSE DES REVENUS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	Budget 2015	Réalizations 2015	Réalizations 2014
<b>TRANSFERTS</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	52		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59	4 618	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	50 000	50 754
Tri et conditionnement	73		71 521
Autres	74	20 297	17 737
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		7 851
Autres	78		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	41 700	25 900
Autres	88	6 775	8 867
<b>Réseau d'électricité</b>	89		
	90	50 000	124 144
			131 876

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	91		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	636 920	
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	272 966	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
<b>Réseau d'électricité</b>	128		
	129	909 886	

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139      50 000	1 034 030	131 876



**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	19 284	38 648
Enlèvement de la neige	150		13 891
Autres	151	21 470	
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	40 754	52 539
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	1 500	18 390
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	1 500	18 390
Réseau d'électricité			
	180		
	181	1 500	44 696
		70 929	

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
Administration générale	182		
Sécurité publique	183		
Transport			
Réseau routier	184		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	185		
Transport adapté	186		
Transport scolaire	187		
Autres	188		
Autres	189		
Hygiène du milieu	190		
Santé et bien-être	191		
Aménagement, urbanisme et développement	192		
Loisirs et culture	193	4 100	11 784
Réseau d'électricité	194		64 399
	195	4 100	11 784
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	5 600	56 480
			135 328
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>			
Licences et permis	197	140 650	83 379
Droits de mutation immobilière	198	300 000	233 585
Droits sur les carrières et sablières	199	700 000	
Autres	200		1 006 927
	201	1 140 650	316 964
			1 298 513
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	260 400	241 965
			287 508
<b>INTÉRÊTS</b>	203	150 537	431 526
			382 766
<b>AUTRES REVENUS</b>			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(84 074)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		3 441
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206		
Contributions des promoteurs	207		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208		
Contributions des organismes municipaux	209		
Autres contributions	210		
Autres	211	512 689	548 735
	212	512 689	464 661
			497 784

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	350 647	334 863		334 863	328 418
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	2 844 812	2 262 957	419 970	2 682 927	2 543 881
Greffe	4	870 636	755 228		755 228	677 321
Évaluation	5					
Gestion du personnel	6	280 765	251 250		251 250	225 363
Autres	7	15 705 143	15 593 450		15 593 450	15 434 058
	8	20 052 003	19 197 748	419 970	19 617 718	19 209 041
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9					
Sécurité incendie	10					
Sécurité civile	11					
Autres	12	255 915	234 245		234 245	221 979
	13	255 915	234 245		234 245	221 979
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	4 733 584	4 085 452	1 419 045	5 504 497	4 866 810
Enlèvement de la neige	15	1 056 990	938 639		938 639	811 454
Éclairage des rues	16	350 235	265 867	49 074	314 941	231 487
Circulation et stationnement	17	376 369	100 211	5 188	105 399	165 155
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	189 186	188 121		188 121	181 992
	22	6 706 364	5 578 290	1 473 307	7 051 597	6 256 898

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2014</u>
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	404 076	416 572	56 057	472 629	278 925
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	334 465	224 051	481 105	705 156	643 707
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	125 000	121 537		121 537	118 060
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	65 000	62 042		62 042	62 934
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	125 470	157 574		157 574	138 465
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38		260 000		260 000	
Autres	39	1 904 321	1 893 604		1 893 604	1 978 703
	40	2 958 332	3 135 380	537 162	3 672 542	3 220 794
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	442 986	295 618		295 618	322 443
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	140 890	138 552		138 552	140 901
	52	583 876	434 170		434 170	463 344

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Non audité</b>						
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	1 484 928	1 291 486	110 137	1 401 623	1 328 271
Patinoires intérieures et extérieures	54	195 538	145 608		145 608	154 627
Piscines, plages et ports de plaisance	55	127 424	76 006		76 006	123 777
Parcs et terrains de jeux	56	170 905	160 527	297 074	457 601	437 106
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	1 978 795	1 673 627	407 211	2 080 838	2 043 781
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	421 388	366 300		366 300	364 035
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	421 388	366 300		366 300	364 035
	67	2 400 183	2 039 927	407 211	2 447 138	2 407 816
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
	68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	1 005 564	587 282		587 282	680 646
Autres frais	70	66 999	33 536		33 536	40 842
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	291 552	242 089		242 089	117 096
Autres	72	70 600	90 760		90 760	53 371
	73	1 434 715	953 667		953 667	891 955
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
	74	2 666 000	2 837 650	( 2 837 650 )		

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil municipal de  
Ville de Montréal-Est

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la ville de Montréal-Est (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.



**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

[Original signé par]

Montréal  
Le 20 avril 2016

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A111208

DATE 2016-04-20

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>36 587 614</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	1 053 564
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>1 053 564</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u><u>35 534 050</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes			1	35 534 050
<b>Ajouter</b>				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	1 053 564
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>			4	<u>36 587 614</u>
<b>Déduire</b>				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM			6	2 030 644
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base			7	23 626 082
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1			8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u>4 646</u>
			10	<u>25 661 372</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>			11	<u>10 926 242</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 <sup>2</sup>	1	<u>966 637 089</u>
Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 31 décembre 2015 <sup>2</sup>	2	<u>996 143 305</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>981 390 197</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL <sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>10 926 242</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>981 390 197</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2015</b>	6	1   ,   1   1   3   3   / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES <sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 <sup>2</sup>	7	<u>990 489 605</u>
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 <sup>2</sup>	8	<u>1 019 768 405</u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	<u>1 005 129 005</u>

---

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			371 146
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		2 532 133	2 527 231
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	500 000	211 180	489 521
Autres infrastructures	11	400 000	145 253	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	185 000	168 144	12 134
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	450 000	325 096	418 926
Ameublement et équipement de bureau	18	90 500	15 612	32 578
Machinerie, outillage et équipement divers	19	230 000	223 272	280 175
Terrains	20			
Autres	21			
	22	1 855 500	3 620 690	4 131 711

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement

Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			371 146
Autres infrastructures	27		2 888 566	3 016 752
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		732 124	743 813
	34		3 620 690	4 131 711

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	16 280 000		1 890 000	14 390 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	16 280 000		1 890 000	14 390 000
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 236 458		295 087	941 371
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	15 043 542		1 594 913	13 448 629
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	16 280 000		1 890 000	14 390 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25				
	26	16 280 000		1 890 000	14 390 000
Dettes en cours de refinancement	27	(            )		(            )	
Reclassement / Redressement	28				
	29	16 280 000		1 890 000	14 390 000

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	15 705 143	15 593 450	15 434 058
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7	50 387	50 104	56 691
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10	189 186	188 121	181 992
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	1 904 321	1 893 604	1 978 703
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	140 890	138 552	140 901
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	17 989 927	17 863 831	17 792 345



**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	10,00	35,00	1 076 306	268 413	1 344 719
Professionnels	2					
Cols blancs	3	28,00	35,00	1 619 970	403 994	2 023 964
Cols bleus	4	36,00	36,00	2 608 364	659 573	3 267 937
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	74,00		5 304 640	1 331 980	6 636 620
Élus	9	7,00		263 637	56 657	320 294
	10	81,00		5 568 277	1 388 637	6 956 914

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		185 981	450 939		636 920
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		79 706	193 260		272 966
Autres	16	121 394		2 750		124 144
	17	121 394	265 687	646 949		1 034 030

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>												
Application de la loi	1		27		53		79		105			131
Évaluation	2		28		54		80		106			132
Autres	3	19 197 748	29	419 970	55	19 617 718	81		107	19 617 718		510 783
	4	19 197 748	30	419 970	56	19 617 718	82		108	19 617 718		510 783
<b>Sécurité publique</b>												
Police	5		31		57		83		109			135
Sécurité incendie	6		32		58		84		110			136
Sécurité civile	7		33		59		85		111			137
Autres	8	234 245	34		60	234 245	86		112	234 245		138
	9	234 245	35		61	234 245	87		113	234 245		139
<b>Transport</b>												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	4 085 452	36	1 419 045	62	5 504 497	88	19 284	114	5 485 213		52 001
Enlèvement de la neige	11	938 639	37		63	938 639	89		115	938 639		
Autres	12	366 078	38	54 262	64	420 340	90	21 470	116	398 870		
Transport collectif	13		39		65		91		117			
Autres	14	188 121	40		66	188 121	92		118	188 121		
	15	5 578 290	41	1 473 307	67	7 051 597	93	40 754	119	7 010 843		52 001
<b>Hygiène du milieu</b>												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120			146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	416 572	43	56 057	69	472 629	95		121	472 629		237 295
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122			148
Réseaux d'égout	19	224 051	45	481 105	71	705 156	97		123	705 156		144 521
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	121 537	46		72	121 537	98		124	121 537		150
Matières recyclables	21	219 616	47		73	219 616	99		125	219 616		151
Autres	22		48		74		100		126			152
Cours d'eau	23		49		75		101		127			153
Protection de l'environnement	24	260 000	50		76	260 000	102		128	260 000		154
Autres	25	1 893 604	51		77	1 893 604	103		129	1 893 604		155
	26	3 135 380	52	537 162	78	3 672 542	104		130	3 672 542		381 816

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
<b>Santé et bien-être</b>											
Logement social	157		172	187	202		217			232	
Sécurité du revenu	158		173	188	203		218			233	
Autres	159		174	189	204		219			234	
	160		175	190	205		220			235	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	295 618	176	191	295 618	206	221	295 618		236	
Rénovation urbaine	162		177	192	207		222			237	
Promotion et développement économique	163		178	193	208		223			238	
Autres	164	138 552	179	194	138 552	209	224	138 552		239	
	165	434 170	180	195	434 170	210	225	434 170		240	
<b>Loisirs et culture</b>											
Activités récréatives	166	1 673 627	181	407 211	2 080 838	211	9 922	2 070 916		241	9 067
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	366 300	182	197	366 300	212	5 804	360 496		242	
Autres	168		183	198	213		228			243	
	169	2 039 927	184	407 211	2 447 138	214	15 726	2 431 412		244	9 067
<b>Réseau d'électricité</b>											
	170		185	200	215		230			245	
	171	30 619 760	186	2 837 650	33 457 410	216	56 480	33 400 930		246	953 667

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	3 620 690	4 131 711
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	3 620 690	4 131 711

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		2015	2014
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	15 248 103	11 988 718
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	15 248 103	11 988 718
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	3 784 583	4 048 095
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		369 267
Activités d'investissement	6	(1 563 111)	(833 173)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(100 000)	(324 804)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	2 121 472	3 259 385
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	17 369 575	15 248 103
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	7 247 804	6 923 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	7 247 804	6 923 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	100 000	324 804
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	100 000	324 804
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	7 347 804	7 247 804
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	5 882 499	10 699 586
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(4 102 604)
Solde redressé au début de l'exercice	25	5 882 499	6 596 982
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	100 592	63 374
Activités d'investissement	27	(327 125)	(777 857)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(226 533)	(714 483)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	5 655 966	5 882 499

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	2015	2014
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( 62 520 )	( 187 560 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( 62 520 )	( 187 560 )
<b>Augmentation de l'exercice</b>		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes non capitalisés	38 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ( )	( )
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ( )	( )
Autres	43 ( 260 000 )	( )
	44 ( 260 000 )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ( )	( )
Autre financement	46 ( )	( )
	47 ( 260 000 )	( )
	48 ( 260 000 )	( )
<b>Diminution de l'exercice</b>		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	62 520
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50	
	51	62 520
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>52 ( 322 520 )</b>	<b>( 125 040 )</b>
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	53 (9 279 216)	(7 187 724)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (9 279 216)	(7 187 724)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 (584 592)	(2 091 492)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60 (584 592)	(2 091 492)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>61 (9 863 808)</b>	<b>(9 279 216)</b>
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Solde au début de l'exercice	62 29 953 285	26 661 382
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 29 953 285	26 661 382
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	65	
Excédent de fonctionnement affecté	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 2 541 633	3 291 903
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>68 32 494 918</b>	<b>29 953 285</b>

**FONDS DE ROULEMENT  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>7 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	<u>7 000 000</u>
	5	
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>7 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ( )	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ( )	13	14
	15	16	17	18	19 ( )	20	21



**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( ) ( ) ( )	( )
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	( ) ( ) ( )	( )
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	( ) ( ) ( )	( )
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 9   3   1   2 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 1 , □ 0   8   0   1 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 4 , □ 1   1   6   2 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 4 , □ 4   6   6   2 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 8   6   2   3 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>
Eau	1	[ ] [ ] 7 [ ] 5 [ ] , [ ] 0 [ ] 0 [ ] \$
Égout	2	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] [ ] \$
Eau et égout	3	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] [ ] \$
Traitement des eaux usées	4	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] [ ] \$
Matières résiduelles	5	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] [ ] \$

**% de la valeur locative**

<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	6	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] %
---	---	-------------------------------------

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	43 872 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	\$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
<b>Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement</b>			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 11 370 Notre-Dame, 5e étage  
(no) (rue)  
Ville de Montréal-Est H1B 2W6  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 905-2046  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 905-2207  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel Josee.Guy@montreal-est.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Carole Michelin CPA CGA OMA

Téléphone (514) 905-2204  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 905-2210  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel Carole.Michelin@montreal-est.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Raymond Chabot Grant Thornton s.e.n.c.r.

Titre Bureau d'Auditeurs CPA

Adresse 600 rue de la Gauchetière O bur 2000  
(no) (rue)  
Montréal H3B 4L8  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 954-4646  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 878-2127  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel Vallerand.Pierre@rcgt.com

Responsable du dossier Pierre Vallerand CPA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1 .....

Facteur comparatif

2 .....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Carole Michelin CPA CGA OMA , atteste que le rapport financier de Montréal-Est pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-20 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Montréal-Est .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montréal-Est consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Montréal-Est détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 3 754 500 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,1133 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-21 09:23:19

Date de transmission au Ministère : 2016/04/21



# Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

*Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.*

Nom : Montréal-Est

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	36 770 700	37 255 691	36 804 464
Investissement	2		909 886	
	3	36 770 700	38 165 577	36 804 464
<b>Charges</b>	4	37 057 388	34 411 077	32 671 827
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	(286 688)	3 754 500	4 132 637
Moins : revenus d'investissement	6	( )	( 909 886 )	( )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	(286 688)	2 844 614	4 132 637
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations	8	2 666 000	2 837 650	2 725 808
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10	( 1 890 000 )	( 1 890 000 )	( 1 886 000 )
Affectations				
Activités d'investissement	11	( 1 855 500 )	( 235 976 )	( 429 189 )
Excédent (déficit) accumulé	12	1 366 188	96 888	(495 161)
Autres éléments de conciliation	13		131 407	
	14	286 688	939 969	(84 542)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15		3 784 583	4 048 095

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>Actifs financiers</b>			
Débiteurs	1	5 146 186	3 612 750
Autres	2	27 214 249	26 221 536
	3	32 360 435	29 834 286
<b>Passifs</b>			
Dette à long terme	4	14 347 774	16 204 237
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	16 900	192 400
Autres	6	11 391 758	9 887 597
	7	25 756 432	26 284 234
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	6 604 003	3 550 052
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations	9	45 704 396	45 052 763
Autres	10	373 536	324 620
	11	46 077 932	45 377 383
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	12	52 681 935	48 927 435

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	17 369 575	15 248 103
Excédent de fonctionnement affecté			
- Auto assurance des cadres	14	200 000	200 000
- Neige	15	500 000	500 000
- Contestation de taxes	16	2 500 000	2 500 000
- Régime de retraite	17	723 000	723 000
- Développement économique	18	500 000	500 000
- Dette à long terme	19	500 000	500 000
- Projets spéciaux	20	2 000 000	2 000 000
- Stocks	21	324 804	324 804
- Agglo - Volet grandes villes	22	100 000	
	23	7 347 804	7 247 804
Réserves financières			
Fonds réservés	24		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	5 655 966	5 882 499
Financement des investissements en cours	26	( 322 520 )	( 125 040 )
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	(9 863 808)	(9 279 216)
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28	32 494 918	29 953 285
	29		
	30	52 681 935	48 927 435

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	1	34 603 647	35 534 050	33 980 751
Compensations tenant lieu de taxes	2	47 177	85 901	89 938
Quotes-parts	3			
Transferts	4	50 000	124 144	131 876
Services rendus	5	5 600	56 480	135 328
Autres	6	2 064 276	1 455 116	2 466 571
	7	36 770 700	37 255 691	36 804 464
<b>Investissement</b>				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		909 886	
Autres	11			
	12		909 886	
	13	36 770 700	38 165 577	36 804 464

*Extrait du rapport financier, page S14*

**SOMMAIRE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale						
Évaluation	1					
Autres	2	20 052 003	19 197 748	419 970	19 617 718	19 209 041
Sécurité publique						
Police	3					
Sécurité incendie	4					
Autres	5	255 915	234 245		234 245	221 979
Transport						
Réseau routier	6	6 517 178	5 390 169	1 473 307	6 863 476	6 074 906
Transport collectif	7					
Autres	8	189 186	188 121		188 121	181 992
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	738 541	640 623	537 162	1 177 785	922 632
Matières résiduelles	10	315 470	341 153		341 153	319 459
Autres	11	1 904 321	2 153 604		2 153 604	1 978 703
Santé et bien-être	12					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	442 986	295 618		295 618	322 443
Promotion et développement économique	14					
Autres	15	140 890	138 552		138 552	140 901
Loisirs et culture	16	2 400 183	2 039 927	407 211	2 447 138	2 407 816
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	1 434 715	953 667		953 667	891 955
Amortissement des immobilisations	19	2 666 000	2 837 650	( 2 837 650 )		
	20	37 057 388	34 411 077		34 411 077	32 671 827

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3